

COMMUNIQUE DE LA DYNAMIQUE PROGRESSISTE DE LA SOCIETE CIVILE EN RAPPORT AVEC LA PANDEMIE COVI-19 EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le CENADEP, le Réseau PRODDDES, la Maison de la Laïcité de Kinshasa, le CATSR, la Plateforme Syndicale UFF, PASCO et SOLIDARCO, réunis au sein de la Dynamique progressiste de la société civile congolaise, suivent de très près la situation du Coronavirus COVID-19 en RDC, en Afrique et partout dans le monde et ne restent pas indifférents face au développement de cette pandémie ainsi qu'aux moyens mis en œuvre par le gouvernement congolais pour y faire face.

Tout en saluant les mesures décrétées par le Président de la République de la RDC, la Dynamique Progressiste de la Société Civile attire l'attention de l'opinion en général, du Gouvernement central, des gouvernements provinciaux, des partenaires bi et multilatéraux sur la potentialité de la gravité de la situation dans un pays où les structures sanitaires aussi bien publiques que privées ne sont pas à la hauteur de contenir le débordement de cette pandémie. Mais malgré tout, un espoir existe car le personnel médical et scientifique congolais a su démontrer, plus d'une fois, sa capacité à faire face à des graves crises épidémiologiques comme EBOLA, quand il est mis dans des conditions optimales de travail. Le professeur Jean-Jacques MUYEMBE, reconnu pour son travail contre EBOLA se voit confié la Cellule de la riposte du COVID-19.

A ce jour, alors que la RDC enregistre plus ou moins 35 cas positifs déclarés et 2 décès officiels, il est à rappeler que ces chiffres sont uniquement ceux de la ville de Kinshasa disposant jusque là des possibilités de diagnostic fiable. Les autres villes et villages de la RDC ne se limitant qu'au prélèvement de la température faciale. Lubumbashi vient d'annoncer 2 cas suspects non encore confirmés. L'INRB (Institut National de Recherche Biomédicale), à Kinshasa, est la seule structure de dépistage en RDC où doivent être envoyés, pour analyse, tous les échantillons du pays.

Outre la problématique de la réponse sanitaire, la RDC est confrontée à la précarité sociale et économique d'une grande partie de sa population qui vit au jour le jour et principalement d'activités informelles. Cela interpelle sur le désarroi causé par l'arrêt, bien que salubre, des bars, restaurants et autres petits commerces, secteurs qui renferment un grand nombre de personnes jeunes grâce auxquels plusieurs familles se nourrissent.

La population n'étant pas confinée à domicile, le déplacement des passagers se fait par des moyens de transport consacrant une grave promiscuité, bien que le Gouvernement provincial de Kinshasa y a limité le nombre de personnes à bord.

La desserte en eau et en électricité pose problème dans plusieurs quartiers et agglomérations où le coût du gel hydroalcoolique n'est pas à la portée de tous. Ceci complique la possibilité de lavage régulier des mains. Certaines autorités locales essayent de suppléer à la carence en mettant en place des points publics de lavage des mains.

Progressivement, grâce aux informations et communications aussi bien du gouvernement que de la société civile, bien qu'incomplète et usant parfois des canaux peu accessibles comme Twitter et Facebook, la population prend conscience de cette pandémie mais reste butée à la réalité de la survie quotidienne. La possibilité de réaliser des provisions alimentaires demeure faible et les prix des denrées de base ne cessent de s'envoler. La RDC vivant des produits importés qui ont déjà anéanti son agriculture locale, la bonne mesure de fermeture des frontières fait malheureusement grimper les prix. La distanciation sociale n'est pas acquise dans plusieurs endroits comme les distributeurs de billets, les arrêts de bus, etc. Les prisons sont pleines et les détenus y vivent souvent des apports des familles, amis et connaissances dont les visites sont désormais interdites.

Ce tableau ainsi dépeint appelle à une responsabilité collective et à des réponses aussi bien circonstancielles que structurelles et durables.

Ainsi, la Dynamique Progressiste de la société civile, tout en militant pour le civisme de la population, le respect des mesures officielles et la prise en charge sociale et économique des vulnérables, lance un appel pressant :

1. Au Président de la République et aux Gouvernements national et provinciaux, de :

- Renforcer la capacité des hôpitaux et centres médicaux de Kinshasa et de toutes les provinces à pouvoir réaliser des tests localement, avec le concours de l'INRB ;
- Améliorer, harmoniser et renforcer la communication entre le *Task force* de la Présidence, la Cellule de riposte et le Ministère de la Santé au niveau national et provincial, autour de cette pandémie et éviter de créer le doute dans le chef de la population par la multiplicité des pôles d'informations ;
- Harmoniser les points des vues des scientifiques congolais et étrangers sur la mise en place d'un protocole efficace notamment en ce qui concerne la chloroquine et autres thérapies ;
- Associer les organisations de la société civile aux mécanismes de gestion de la crise et principalement à la communication, l'éducation et la sensibilisation de la population ;
- Recourir rapidement à certaines expertises externes et à des organismes sanitaires des pays qui ont démontré leur savoir-faire dans la gestion de cette pandémie ;
- Mettre en place rapidement un fonds de solidarité nationale susceptible de soutenir économiquement la population et principalement les tenants de l'économie populaire solidaire ;
- Doter le personnel médical ainsi que les policiers et militaires mobilisés, des moyens devant les mettre à l'abri de la contamination et de la corruption ;
- Prendre des mesures nécessaires pour encadrer les prix des aliments et produits sanitaires face aux commerçants véreux qui veulent bien exploiter cette crise ;
- Renforcer le contrôle et les mesures sanitaires à toutes les entrées et sorties du territoire national ainsi que sur les axes internes de transport des voyageurs terrestres, aériens, lacustres et fluviaux ;
- Renforcer les mesures de prévention en limitant au maximum, dans chaque ville, les déplacements non essentiels de la population ;
- Renforcer les systèmes de santé fondés sur la solidarité et les acteurs qui en sont parties intégrantes (dont la société civile) ;
- Renforcer la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics et canaliser une grande partie des fonds récupérés pour l'amélioration de l'Hôpital Public ;
- Militer pour une coopération régionale et concertée de lutte contre les pandémies et de renforcement des systèmes sanitaires nationaux.

2. Aux Partenaires à la Coopération

- Soutenir le Gouvernement congolais dans sa réponse à la pandémie notamment en termes de dépistage et de prise en charge des malades et des structures sanitaires ;
- Renforcer la capacité de l'OMS à dégager des moyens et du personnel nécessaires pour assister les équipes de soignants congolais qui sont compétents vu les autres pandémies auxquelles ils font face ;
- Accompagner en urgence le Gouvernement congolais pour un véritable plan d'investissement dans des structures sanitaires et dans la formation du personnel soignant.

3. Aux Organisations sœurs dans le monde

- Renforcer la solidarité avec les organisations de la société civile congolaise notamment dans le développement d'approches innovantes de prévention, de communication et d'opérationnalité en tant de crise sanitaire

Fait à Kinshasa, le 23 mars 2020

Danny SINGOMA : 0990023637 singomadm@gmail.com ; MASUDI WAKILONGO : 0824683838 wakilongo@gmail.com ; JOLI APEMA : 0999666679 apemajoli@yahoo.fr ; Anne Marie MAMBOMBE : 0998136893 am_mambombe@yahoo.fr ; Jean Pierre KIMBUYA : 0818113449 jpkimbuya@yahoo.fr ; Michel LAY : 0990811208 pasco.ong@gmail.com